

# L'espace citoyen Porte Ouest à Charleroi



**Aide social et  
mobilisation  
des habitants**

**cahier n° - 23**

# L'Espace citoyen Porte Ouest à Charleroi

**" Aide sociale et mobilisation des  
habitants "**

Laboratoire des innovations sociales –  
[www.labiso.be](http://www.labiso.be) - Cahier n°23

Labiso

AlteR&I  
Recherche  
&  
Innovation



# Table des matières

<b>L'Espace citoyen Porte Ouest à Charleroi .....</b>	<b>2</b>
Modèle espagnol, argent européen .....	6
Citoyens, citoyennes.....	15
Au sein de l'équipe aussi, ça 'co-gestione'.....	20
Insertion : un travail sur les représentations .....	23
Les groupes de concertation .....	28
Des "ateliers citoyens" avec des élèves de la zone.....	33
Des micro projets pour ouvrir la voie à tous les possibles.....	37
Avec des tiroirs vides.....	45
Pour en savoir plus .....	49
Infos.....	55
Crédits .....	56
Licence .....	57

La participation des habitants et des acteurs locaux, c'est le choix de départ auquel se tient l'Espace citoyen Porte Ouest, ouvert mi 2001 à Marchienne-au-Pont. Par la création de cet Espace, l'ordre du jour de la dynamique de développement est en partie confié aux habitants – d'une zone certes pas des plus favorisées.

Le rythme des activités se calque alors sur celui de la vie locale.

Initiative du CPAS de la ville de Charleroi financée par le programme fédéral "Politique des grandes villes", l'Espace citoyen participe du dispositif de développement communautaire sur le territoire de Charleroi – Porte Ouest, regroupant Monceau et Marchienne. L'idée d'un tel espace s'est trouvée "au croisement des intérêts de plusieurs intervenants qui y ont vu la possibilité d'intégrer leurs projets", explique le coordinateur Frédéric Abaïgar. Le pas semble d'importance pour le CPAS qui a admis le principe de travailler avec l'ensemble des acteurs du quartier et d'investir dans la démarche.

## Modèle espagnol, argent européen

L'origine de l'Espace citoyen, c'est un modèle en point de mire, l'expérience catalane de cogestion du développement des quartiers par les habitants, les associations et les pouvoirs locaux. Frédéric Abaïgar, responsable de l'Espace citoyen et espagnol d'origine, croit en ce type de projets et a mis son énergie pour joindre la conviction à l'action. Une première note pour proposer le projet aux instances publiques n'avait pas fait l'unanimité, mais des visites sur place et des rencontres avec des acteurs espagnols ont fini par convaincre. Le principe de l'Espace citoyen est en effet calqué sur celui des centres civiques espagnols, lancés par les "Associations de voisins" catalanes. Il s'articule autour d'une idée : casser les cloisonnements entre les différents âges de la vie en intégrant dans le même bâtiment des espaces spécialisés (crèche, école de devoirs, antenne sociale...) et des lieux communs où tous se rencontrent. En Espagne, ces centres sont ouverts de 8h à 22h. Les jeunes du quartier sont amenés à les prendre en charge. L'approche est un peu comparable à ces maisons de

quartier en Belgique qui émergent principalement dans les zones urbaines.

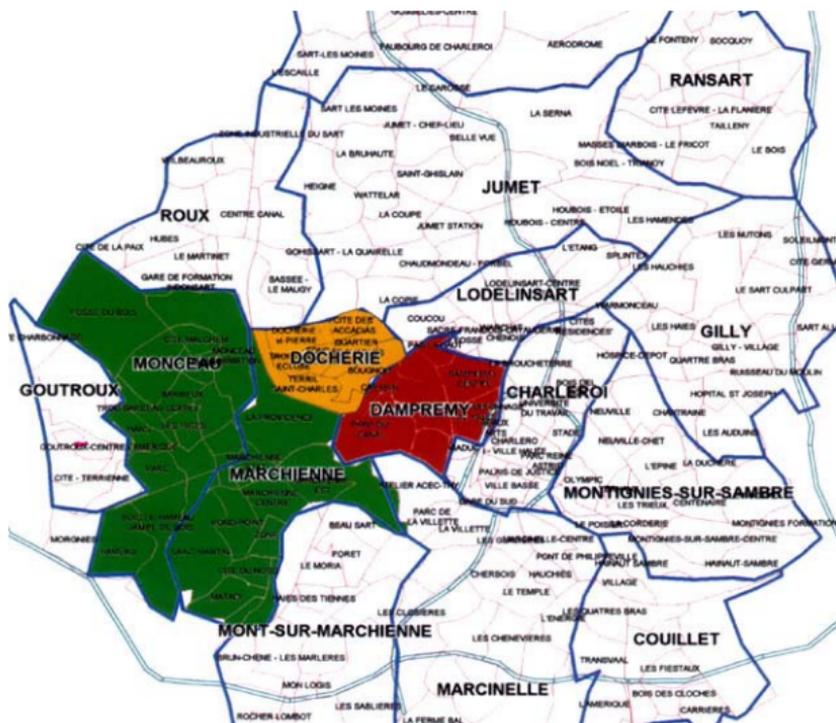
Trois espaces ont ainsi été qualifiés par le CPAS de Charleroi. Celui-ci y voit des "épacentres" du son dispositif sur les quartiers. Les Espaces doivent compléter l'offre de

*Espace citoyen", une sorte de label dans la région*

services à la population, pour éviter un devenir à ces quartiers du type "quartiers de relégation", comme le dit Michel

Wilgaut, président du CPAS de Charleroi. Il s'inscrivent sur *"un territoire où habitent des hommes et des femmes qui ont perdu leur emploi, leurs projets, leurs repères, leur dignité, de l'estime de soi, du sentiment d'être utiles..."*, ainsi que le décrit Frédéric Abaïgar. *"Le vécu de ces événements, poursuit-il, le traumatisme qu'ils incarnent sont transposés trop souvent en clauses, en normes, en bilans de compétences, en indemnités financières..."* Dans une stratégie qui se veut différente, les Espaces citoyens sont envisagés comme des *"lieux d'accueil, d'écoute, de formation et d'élaboration de projet associant professionnels et population. Mais aussi lieux de support pour l'organisation d'activités centrées sur différents publics – espace multimédia, coin cafétaria, salle*

*d'exposition...*". Trois zones ont été outillées de la sorte : Dampremy, Marchienne-Docherie et Porte Ouest, chacune avec leur Espace citoyen.



Pour Dampremy et Docherie, il s'agit d'une sorte de mutation des centres de ressources qui existaient déjà précédemment. Mutation parce que le changement de dénomination n'est pas sans effet sur les objectifs des

structures. Il n'est pas vide de sens. La transformation est caractérisée principalement par l'intégration d'un souci participatif et par le renforcement des partenariats. À Dampremy, les structures du CPAS et celle de la Mission régionale pour l'emploi (Mirec) cohabitaient de longue date. Regroupées dans un même bâtiment, le travail de collaboration était incontournable bien qu'il ne se soit pas déroulé sans tensions. Les années ont permis aux passerelles de s'activer. Pour la zone Porte-Ouest par contre, la naissance même du projet s'envisage à partir d'une interpénétration des services.

*"L'Espace citoyen Porte Ouest, commençait le premier rapport annuel (2001), est né pour rendre les quartiers de*

*Pour que les citoyens  
jouissent pleinement de  
leur territoire*

*Marchienne et de  
Monceau au regard, à  
la rencontre, à la  
parole, à l'emploi et à  
la culture, pour que*

*les citoyens jouissent pleinement de leur territoire." Pour ce faire, l'Espace se situe au plus proche du public, une maison rénovée à la limite des quartiers populaires de Monceau et de Marchienne-au-Pont, à l'Ouest du centre-ville de Charleroi. C'est la route de Mons qui mène aux portes de l'Espace citoyen Porte Ouest, en périphérie de*

la Ville; comme une allée rectiligne d'un genre un peu particulier bordée par les terrils, les voies de chemins de fer et les usines aux couleurs de rouilles.



## **Petit historique des soutiens financiers qui ont eu un rôle moteur**

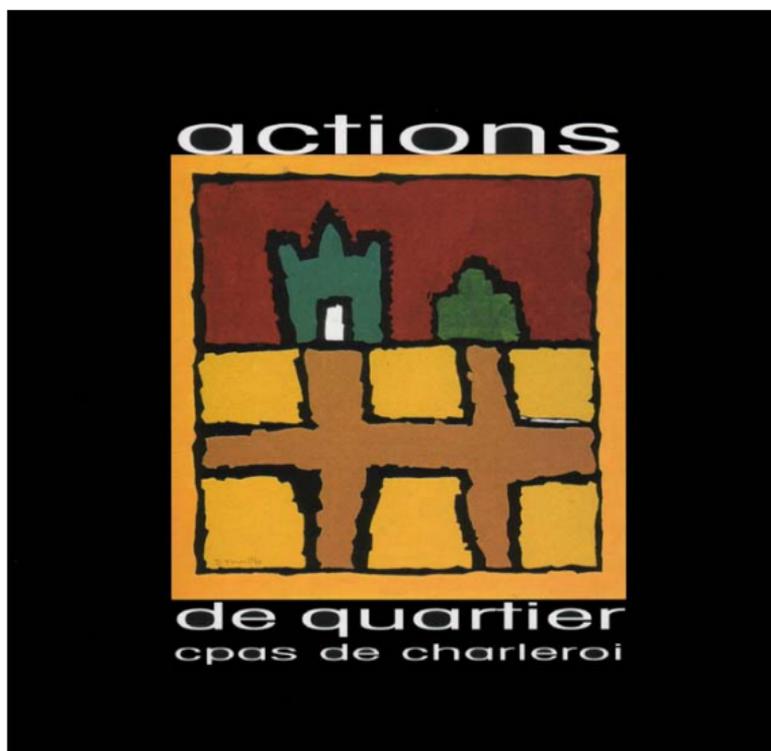
Au début des années 90, dans le cadre du programme européen Pauvreté III, le CPAS de Charleroi se lance dans le développement social de quartier en créant deux Centres de ressources communautaires dans les deux quartiers parmi les plus pauvres de l'agglomération carolo : Dampremy et Marchienne-Docherie. Cette occasion est singulière. Le programme Pauvreté III n'apportera en effet une aide qu'à une quarantaine de projets locaux répartis sur l'ensemble du territoire européen. Ces projets seront reliés par une structure organisationnelle transnationale.

Fin 96, toujours grâce à un subside européen, cette fois dans le cadre d'Urban, la Mirec (Mission régionale pour l'emploi) ouvre à Dampremy le Siboulot, un espace d'accueil et d'orientation professionnelle pour compléter sur ce quartier l'action du Centre de ressources du CPAS. C'est de là que viendront les méthodologies de l'Espace citoyen Porte Ouest en matière d'insertion professionnelle, ainsi qu'une partie de son équipe.

Urban fait partie de ces programmes européens qui *"essaient d'aider les villes à se doter de stratégies de développement et à faire face aux problèmes de fragmentation urbaine et de fléchissement de la cohésion"*

*sociale". "À propos d'Urban, le commissaire européen aux régions, Michel Barnier, parle de trois défis : la démocratie, l'environnement, la solidarité." (Extrait de l'interview de Claude Jacquier, évaluateur d'Urban, directeur de recherche au CNRS – pôle Villes et solidarités. Voir Alter Échos, n°148, p. 22).*

En 2000, le CPAS reçoit le soutien de la Politique fédérale des grandes villes pour ses actions de quartier. Les deux Centres de ressources, rebaptisés Espaces citoyens, intègrent un volet insertion (avec l'intégration du Siboulot au projet de Dampremy), et un troisième projet est lancé, l'Espace citoyen Porte Ouest, à Marchienne-au-Pont.



L'Union européenne, au travers notamment des programmes Urban soutient une expérimentation de la politique d'action sociale à l'échelle du quartier. L'opportunité a été saisie par la Ville de Charleroi, dès 1991. Aujourd'hui, la Ville continue de s'inscrire dans le cadre européen. La Ville, et particulièrement le CPAS, participe à Urbact dans la suite de Urban I et II. Planifié entre 2002 et 2006, Urbact est un réseau d'échange

d'expériences entre les villes ayant participé aux programmes de la Commission. On y retrouve Charleroi au même titre que Lyon, Séville... parties prenantes du réseau thématique spécifique à la 'participation citoyenne' et à 'la gouvernance locale'. L'intérêt de cette participation ne se limite pas aux répercussions financières. Il s'agit aussi de sources d'inspiration ou de réflexion. Ainsi, sur le territoire de Charleroi, le triptyque méthodologique proposé par l'Europe a guidé les actions de quartier. Il comprend :

- > un volet partenariats,
- > une approche transversale (prise en compte d'acteurs multiples du développement: habitants, chaland, entreprises, associations...),
- > et un volet participation.

Partenariat, participation... des intitulés qui sont dans l'air du temps et usités à l'envi. L'Espace citoyen en propose une certaine lecture et donne à ces principes généraux une dimension concrète. Il les traduit sur le terrain.

## Citoyens, citoyennes...

L'Espace citoyen Porte Ouest fait référence à quelques réflexions plus théoriques sur la citoyenneté. Des considérations plus abstraites qui témoignent d'une manière de concevoir le travail dévolu à l'Espace citoyen. Elles ont inspiré le projet Porte Ouest pour élaborer son programme d'activités et nourrir la pratique de terrain.

### **Entrer dans le débat politique**

"On estime d'ordinaire que la citoyenneté comporte trois éléments: les droits civils, les droits politiques et les droits sociaux, qui composent ensemble les différents types de droits accordés au citoyen. Cette définition juridique de la citoyenneté reste exacte, mais ce n'est plus ainsi que l'on comprend spontanément ce terme. Dans son usage actuel, il désigne avant tout la manière par laquelle les citoyens des pays démocratiques font usage de leurs droits pour participer à la vie de la cité, pour peser sur les décisions relatives à la vie publique, pour entrer dans le

débat politique et contribuer à la dynamique démocratique."

Extrait de *La citoyenneté*, Vincent de Coorebyter, « Cahier du Crisp » (Centre de recherche et d'information socio-politiques), n°56, p. 7.

Pour le travail de quartier mené par l'association, la participation des habitants est en effet qualifiée de citoyenne dans le sens large évoqué par Vincent de Coorebyter du Crisp. L'apprentissage des droits, leur usage et leur respect, ne sont qu'un volet de la citoyenneté comme l'envisage l'Espace citoyen. Il s'élargit vers l'ouverture aux acteurs locaux de champs de concertation et de négociation. D'une vision en quelque sorte administrative de la citoyenneté, l'action se prolonge vers une dimension plus créative, au travers de l'appropriation progressive de la structure elle-même. Plus que la fréquentation du lieu, ou l'appel aux services spécifiques, c'est la gestion des projets par la population qui est visée à l'Espace citoyen.

À qui sont confiées les clés? Question anecdotique en apparence... mais les réponses qu'elle reçoit peuvent décrire la parcours rêvé d'un espace citoyen.

*À qui sont confiées les clés?*

> Au premier stade, les clés sont dans les mains des employés. Les autres, les "clients", ceux qui fréquentent la structure, adressent leurs demandes à une institution qu'ils perçoivent comme un "guichet-réponse".

> Puis, second palier, l'institution est le lieu d'activités, non seulement des professionnels, mais aussi des habitants. À l'image des "locataires", ces derniers investissent le lieu et en reçoivent les clés temporairement peut-être, le temps d'une animation.

> Troisième palier, celui de la "cogestion". Des négociations collectives réunissent les différents "locataires" et le "propriétaire". Elles déterminent le programme des activités et les priorités. Les clés sont partagées.

> Au quatrième palier, le processus est en phase terminale, la "copropriété", où les acteurs locaux agissent en tant que pouvoir organisateur de la structure. Ils en possèdent les clés

Cette lecture de la participation comme un processus par palier est le fait du Cridis, dans un document d'évaluation intitulé "Quelles étapes vers l'appropriation par les habitants des 'Espaces Citoyens'?".

### **Une enquête auprès des habitants**

La prise de contact directe avec les habitants a été déterminante au démarrage de la dynamique de l'Espace citoyen Porte Ouest. Outre des permanences lancées d'emblée (emploi, logement, cyber centre, etc.), l'Espace citoyen a mené une enquête auprès de 200 habitants qui lui a permis de faire connaître son existence et d'affiner sa représentation de la réalité locale. C'est le hasard de l'annuaire téléphonique et le bouche à oreille qui ont guidé dans un second temps les pas de l'enquête. Dans un premier temps, les investigations avaient été réalisées à partir d'un fichier fourni par l'administration communale, une sélection de personnes soigneusement répartie en

fonction des critères de sexe, d'âge, de résidence... Mais les données insuffisantes ont amené l'équipe à élargir le champ. Au terme d'un processus d'analyse puis de rencontres et de discussions, un constat : *"Tous désiraient aller dans le même sens. Idées principales : travailler sur la propreté dans les rues, sur le sentiment d'insécurité, sur l'accessibilité des petits commerces et des services publics qui représentent un atout dont on fait trop peu écho."* (Le petit Monmar, mars 2002) Après analyse des résultats, la population a été invitée à une grande "réunion citoyenne" en décembre 2001. Les résultats de l'enquête y ont été présentés en termes d'atouts et de faiblesses du quartier, et les débats ont tenté de cerner des solutions et de mobiliser les énergies. Les questions de qualité des infrastructures, de propreté, de sentiment d'insécurité, de mobilité, etc. étaient mises à l'avant-plan, ainsi qu'une volonté forte d'être partie prenante dans les décisions qui concernent le quartier et dans leur suivi.

## Au sein de l'équipe aussi, ça 'co-gestionne'

Au service des finalités d'un tel espace, une équipe d'une petite quinzaine de salariés.

Le type de démarche mis en œuvre dans les projets de l'Espace citoyen Porte Ouest engendre une certaine prise de risque de la part des membres de l'équipe. D'autant plus que la volonté démocratique influe aussi sur le mode de fonctionnement. Comme le signale le rapport d'activités 2002, l'Espace citoyen demande de la part des membres de l'équipe une démarche de participation et de réflexion également. Ainsi à côté des valeurs d'ouverture et du nécessaire cheminement vers l'autre, c'est aussi une dynamique d'apprentissage et de partage des responsabilités qui est à l'œuvre, au cœur même de l'équipe. Alors que son histoire et son financement pourraient rapprocher l'Espace citoyen d'un mode de fonctionnement hérité du CPAS où la hiérarchie a son importance, il s'avance plutôt sur le terrain de la gestion

collective. N'échappant pas à l'influence de son lieu d'émergence, l'Espace citoyen voit alors se côtoyer des modes de fonctionnement différents.

Évoquant de manière métaphorique cet héritage, Frédéric Abaïgar dresse le portrait d'un CPAS aux allures d'éléphant, aux vertus de robustesse, de puissance, de mémoire..., aux syndromes de lenteur, d'inertie et d'imperméabilité. L'équipe de l'Espace citoyen se doit dès lors de saisir l'opportunité offerte par l'Institution (plus ouverte qu'on ne l'imagine), de lui ouvrir les oreilles, de la transformer en Dumbo, de l'amener à voler.

Évoluant dans ce climat, les travailleurs bénéficient d'une grande autonomie, qui est parfois déroutante pour certains. Dans le champ d'action proposé, chacun est amené à trouver sa voie en fonction de ses compétences, à s'impliquer. Un membre de l'équipe décrit un exemple simple mais significatif : *"les personnes de terrain que nous sommes, acteurs de première ligne, sont amenées notamment au moment du rapport d'activités à participer à la rédaction des dossiers. Les données ne sont pas uniquement rassemblées et envoyées au supérieur qui en produira l'analyse. Nous construisons réellement le rapport nous-mêmes."*

Ces attitudes sont entre autres le fait de la volonté du coordinateur. Il met en place des stratégies pour une gestion plus collégiale. Les réunions d'équipes sont par exemple gérées par les membres à tour de rôle. Des "journées au vert" permettent à l'équipe de s'interroger autour de thèmes de réflexion fédérateurs. Ce mode de pilotage entend favoriser la prise de recul, l'interaction entre réflexion et action, la formation. En juin, par exemple, l'équipe prenait un peu de temps en dehors du cadre habituel pour discuter sur la question de ce que c'est qu'être un professionnel dans les actions de quartier. Elle poursuit ces réflexions.

Des personnes et des préoccupations caractérisent donc l'Espace citoyen Porte Ouest, mais aussi des méthodologies. Elles permettent de structurer l'ancrage du projet dans le quartier et consistent en un panel d'outils de participation et de concertation mobilisés par l'équipe. Nous en décrivons quelques-uns, peut-être des plus aboutis. Ils n'en restent pas moins en évolution perpétuelle et de nouvelles perspectives ne manqueront pas de s'ouvrir...

## Insertion : un travail sur les représentations

Outre son engagement public de "soutenir toutes les initiatives", l'Espace citoyen a dès son ouverture en septembre 2001 développé ses propres réponses. En matière d'insertion socioprofessionnelle par exemple. Un Espace emploi est ouvert : en libre accès, chacun peut venir y consulter nombre de sources d'information et chercher soutien, orientation, conseils. L'Espace emploi diffuse des offres d'emploi des organismes partenaires, mais aussi celles qu'il identifie lui-même au travers d'un travail de prospection adapté aux demandes. Sa singularité est de miser sur la convivialité et l'informel "biscuit et café". Et sur l'expérience de son personnel, dont deux personnes détachées par la Mission régionale pour l'emploi (Mirec) : l'une qui s'occupe de l'accueil et du conseil, et l'autre qui se consacre entièrement à la prospection auprès des entreprises du quartier.

La prospection se fait secteur par secteur (la mécanique automobile et l'horéca ont été les deux premiers) autant

*Toucher des gens  
qu'on n'aurait  
jamais pu toucher*

qu'au départ des souhaits des demandeurs d'emploi.

Le rattachement de ces deux personnes à la Mirec est particulièrement important : elles peuvent

de façon privilégiée orienter les demandeurs d'emploi vers les nombreux services de l'organisation (formations en alternance, entreprises sociales, projets de mise au travail en contrat de transition professionnelle, etc.), mais aussi, avec leur connaissance fine des réalités économiques et sociales locales, donner un feedback de qualité qui permet de faire évoluer de façon pertinente ces différentes offres de services.

Pour Françoise Pochet, détachée de la Mirec comme prospectrice, le travail au sein de l'Espace citoyen amène aussi de son côté un plus, celui de "toucher des gens qu'on n'aurait jamais pu toucher". La tendance 60/40% de population d'origine belge et de population d'origine immigrée qui font appel aux aides pour la recherche d'emploi s'est inversée depuis l'entrée en scène de l'Espace citoyen. Cette situation confronte l'équipe à

l'épineuse question des travailleurs étrangers qui ont débarqué en masse à l'Espace emploi depuis quelques mois du fait du bouche à oreilles. Les questions administratives comme l'obtention de permis de travail sont spécifiques à cette population. Et il convient de s'y adapter. D'autre part, il s'agit de travailler particulièrement autour des représentations qu'ils se font de l'emploi. Généralement, le marché du travail ou le travail lui-même véhiculent des images pleines de malentendus (les horaires, les compétences requises...). Deux imaginaires se confrontent : celui de l'entreprise et celui du demandeur d'emploi ...quant ce n'est pas celui des travailleurs sociaux vis-à-vis de l'entreprise, renchérit Françoise Pochet. En contact permanent avec ce monde de l'entreprise, elle constate une distance aussi à ce niveau. *"Certains travailleurs sociaux se font une idée fort erronée de l'entreprise ou en ont peur"*. Ainsi, pour elle, *"Il est nécessaire de se parler beaucoup au sein du quatuor demandeur d'emploi, accueillant, prospecteur et entreprise, et de se mettre dans les pantoufles de l'autre pour se rendre compte des contraintes de chacun"*.

Le travail local qui met en relation l'offre et la demande d'emploi s'avère concluant, surtout au regard des moyens humains mobilisés. En 2001, en cinq mois, sur 74

*Se mettre dans les  
pantoufles de l'autre*

personnes qui ont sollicité une aide, 16 ont retrouvé un travail (sous contrat à durée indéterminée ou non), et 7 sont entrées en

formation. En 2002, en 9 mois, 600 personnes ont été suivies et 48 ont retrouvé un emploi. Pour 2003, les données à la mi-novembre font état de 194 nouveaux dossiers, de 41 mises en formation et de 70 mises à l'emploi. Dans l'avenir, pour renforcer son action, l'équipe entend développer l'accompagnement après embauche : assurer pendant quelques mois le suivi rapproché d'un groupe en demande d'emploi; ainsi que proposer la formation pour mieux outiller les demandeurs.

L'atelier "Je le vaux bien" est à cet égard exemplatif et de bonne augure. Né d'une rencontre entre une asbl du coin, Les Acti, Association catholique des travailleurs italiens, avec la Mirec et l'Espace citoyen Porte Ouest, l'atelier permet à des jeunes femmes possédant un acquis scolaire dans le secteur des travaux de bureau de parfaire leur formation, d'expérimenter le travail en entreprise, de se trouver valorisées grâce à des activités.

Mais le travail d'insertion peut aller plus loin, et s'intégrer réellement dans la dynamique de développement local, explique Frédéric Abaigar. *"Par exemple, illustre-t-il, une entreprise de fabrication de gaufres a ouvert une usine à Courcelles, une commune périphérique de Charleroi. Ils cherchaient 40 personnes, pour des emplois plutôt féminins. Mais cela posait des gros problèmes de mobilité : les transports en commun ne commençaient pas assez tôt le matin. En plus de présenter des candidates, on a donc mis en place un système de covoiturage, et négocié avec les TEC, la société des transports en commun. Il a aussi fallu réfléchir à des solutions en matière de garde d'enfants..."*

Cette articulation forte entre l'insertion et la dynamique socioéconomique locale, s'appuie entre autres sur les travaux des groupes de concertation.

## Les groupes de concertation

Depuis début 2001, l'Espace citoyen a réuni quatre groupes de concertation thématiques : école, logement, culture, développement économique. Il en a ajouté récemment deux à propos de la santé et de la citoyenneté.

S'y retrouvent un maximum des acteurs présents dans le quartier qui ont un lien avec la problématique, qu'ils soient publics (Ville, société de logements sociaux, écoles, etc.) ou privés (associations, comités d'habitants, partenaires sociaux, etc.). En plus de faire connaissance les uns avec les autres, les participants à ces groupes se donnent pour tâche de dégager les projets à mener à l'échelle du quartier et de mettre en place les partenariats nécessaires : création d'une entreprise sociale de travaux d'entretien des espaces publics (seconde société de quartier carolo), utilisations pédagogiques d'un parc, festival culturel, rénovation de logements abandonnés, lutte contre l'échec scolaire, etc.



## Coup de projecteur sur le logement

Le groupe de concertation Logement rassemble diverses personnes issues autant des services communaux que du secteur associatif comme Relogeas, le Fonds du logement ou l'Agence immobilière sociale. Ces participants ont un dessein partagé. *"Nous ne sommes pas que les représentants d'un service, présents parce que c'est notre boulot, ou pour résoudre telle ou telle question technique. Nous sommes impliqués personnellement. C'est l'envie de réussir le partenariat qui est notre moteur"*, explique Anne Quevit, présidente du

groupe et par ailleurs directrice du Fonds du logement. Pour elle, les groupes de concertation sont le signe tangible de la découverte par le politique de son rôle de responsable du capital humain, de "dynamiseur" des ressources humaines. La méthode permet d'accéder à des propositions plus mixtes, plus intégrées du fait de l'origine hétéroclite des participants, de même que de regrouper les forces. Le travail de partenariat est ici très différent du mode revendicatif et fait preuve d'efficacité. Grâce à l'action du groupe, Marchienne-au-Pont est inscrit dans les priorités du Plan triennal d'action logement au niveau de la commune.

Grégory Brenez, travailleur social à l'Espace citoyen, assure un rôle de relais pour le groupe de concertation. Il

*Le politique,  
"dynamiseur" des  
ressources humaines*

transmet les informations et les réflexions au travers de la connaissance qu'il a de la zone. Il a en effet pris en charge dans le cadre de l'Espace citoyen

une permanence info logement où il aide à la recherche d'une habitation, regroupe les annonces, soutient les démarches auprès des propriétaires qui voient parfois d'un mauvais œil les candidatures d'allocataires sociaux.

90% des sollicitations rencontrées lors de ces permanences émanent de locataires et elles ne cessent d'augmenter. Pour Grégory Brenez, ce type de permanence exige un travail d'analyse de la demande. Il faut surtout éviter de fournir des solutions clés sur porte. *"Faire à la place de... si c'est parfois plus rapide, ce n'est pas rendre service et la solution trouvée peut être bien éloignée du besoin initial."* Comme pour ces gens qui vivent dans un taudis mais qui ne souhaitent pas déménager et être coupés de leur réseau social, éloignés de leurs habitudes de vie.

Les groupes de concertation évitent le travail en chambre et donnent l'occasion de confronter idées et terrains. Réflexions et pragmatismes se mêlent donc dans un équilibre savant. Il y a les projets concrets comme la restauration de sept logements sur la zone Porte Ouest. Il y a aussi le souhait d'aborder des problématiques plus globales comme la location de garnis et la spéculation sur les taudis.

Quant à la participation des habitants même au groupe de concertation Logement, au même titre que les autres acteurs, elle s'envisage aujourd'hui de manière plus ponctuelle. Alors qu'au départ, la volonté était d'inclure très vite les habitants dans le groupe. Les modalités de

fonctionnement ont été adaptées. Les partenaires craignaient de décevoir des habitants du fait de la lenteur des réalisations, et de l'aspect peut-être trop abstrait des discussions. Le groupe souhaitait également rester prudent et éviter de devoir faire face à la publicité de projets encore en phase d'analyse. La formule choisie pour la participation des citoyens au débat : l'invitation à venir traiter, lors de moments de rencontre, d'une thématique déjà avancée. Alors en tant qu'habitants des quartiers concernés, les riverains ou membres des comités de quartier seront associés à la réflexion. Ils pourront devenir par ce biais partie prenante du groupe de concertation.

## Des "ateliers citoyens" avec des élèves de la zone

Les groupes de concertation rapprochent aussi des intervenants parfois distants et peu enclins naturellement à se fréquenter. Ainsi le groupe de concertation école a facilité la tenue d'ateliers citoyens qui nécessitent une collaboration étroite entre enseignants, animateurs de l'Espace citoyen, et qui voit l'école s'ouvrir aux artistes, aux visites inhabituelles. Deux classes de 3ème secondaire, filière professionnelle, ont pris part au projet qui se déroule sur deux ans. Elles proviennent de deux écoles de la zone Porte Ouest, l'Athénée royal de Marchienne-au-Pont et l'École (CECS) Henri Dunant. Pas à pas, les élèves édifient leur conception de la citoyenneté. *"Un thème barbare qu'on a du mal à définir et que le groupe d'élèves est amené à construire lui-même"*, comme leur explique Eric Lacroix, à l'origine des ateliers avec son collègue Tony Kiorpes.

Sorte de trame de fond, un calendrier rythme les ateliers à raison d'une rencontre de 90 minutes tous les quinze jours . Ces rencontres se font dans un premier temps de manière séparée dans les deux écoles. Par la suite, les deux classes se rencontreront dans les locaux de

*La citoyenneté, un  
thème barbare*

l'Espace citoyen, puis vivront quelques jours ensemble dans un cadre différent, en

l'occurrence à Hastières. Les deux classes concernées à l'heure actuelle sont d'apparence très proches : même tranche d'âge, même section, même région... Pourtant elles ne manquent pas d'a priori l'une sur l'autre, les "péteux" d'un côté, les "ratés" de l'autre. De quoi alimenter les ateliers et nourrir les 'exercices' de communication. C'est au départ de chaque élève et de la découverte de capacités propres à chaque individu que les ateliers s'avancent peu à peu vers la mise en commun progressive et la réalisation d'un projet partagé par les deux classes. Au travers de la rencontre de l'autre en effet, il s'agit pour ces jeunes de prendre conscience qu'ils sont acteurs de leur vie, qu'ils ont eux aussi "accès à", de les ouvrir au monde. *"Ces adolescentes (il s'agit en grande majorité de filles), en pleine constitution de leur identité, sont à une période clé de leur existence avec tous les risques que cela comporte. Les ateliers, c'est leur*

*permettre de trouver une place dans la société, de changer l'image souvent négative qu'elles ont du quartier, de renforcer leurs compétences.*" Dans ce but, les techniques artistiques comme la peinture et la musique sont mobilisées. Il s'agit de renforcer les principes de solidarité, de respect de l'autre, de complémentarité. Ces approches sont différentes de celles que les élèves rencontrent habituellement à l'école, elles permettent aussi de prendre du plaisir à apprendre. Elles ont cependant amené une certaine confusion dans les esprits, le ludique étant d'office considéré comme hors programme. Les ateliers étaient-ils de l'ordre du facultatif? À cet égard, la participation des professeurs aux animations est un gage de légitimité de l'apprentissage. L'atelier est dès lors vu comme une manière d'apprendre autrement.

Un exemple. En démarrant par une séance de percussions, les animateurs ont un peu secoué le cadre. Outre l'apport d'une approche nouvelle, ils ont voulu sensibiliser les élèves à l'écoute, à la collaboration nécessaire pour que ce soit harmonieux. "Une manière de mieux comprendre qu'on n'est pas tout seul."

*"On sait après un an d'ateliers que beaucoup de comportements ont changé",* témoigne confiant Eric

Lacroix en entrant dans la deuxième année du projet. Même s'il reste réaliste en constatant le racisme ambiant, *"Ce n'est plus tellement le voisin qui est étrange, mais celui qu'ils n'ont jamais vu, celui qu'ils ne connaissent pas"*.

L'idée des ateliers citoyens dans les écoles continue à faire son chemin. Récemment, les écoles primaires qui participent au groupe de concertation ont reçu une proposition ouverte de l'Espace citoyen. Celle d'entrer également dans un processus d'éveil à la citoyenneté. Elles ont été invitées à préciser les thématiques qu'elles souhaiteraient voir abordées dans le cadre de cette dynamique citoyenne. On remarque ainsi la diversité des définitions données implicitement au terme de citoyenneté. Certaines écoles évoquent la famille, d'autres la politesse ou le respect des autres... Mais un fil rouge est là pour guider la réflexion : partir du vécu des enfants pour aller à la rencontre des services publics afin d'en modifier l'image, ou d'en connaître l'existence et partager l'expérience avec tous au moyen d'outils différents (chants, vidéos, photo...). Comme le remarque Eric Lacroix, *"Le projet entre en phase de lancement, il y a à faire et il y aura encore à cogiter."*

## Des micro projets pour ouvrir la voie à tous les possibles

Dans le fourmillement d'activités de l'Espace citoyen, c'est en matière de culture et de convivialité que les habitants semblent arriver le plus facilement avec des projets. *"L'Espace citoyen accompagne toujours ces démarches, du moins au début, explique Frédéric Abaigar. Et on se retire dès que la dynamique devient autonome, tout en restant disponibles. On peut ainsi miser sur la fête, c'est quelque chose que nous faisons de plus en plus. Au-delà du caractère événementiel, c'est un formidable moteur pour retisser du lien social. Et cela nous permet de toucher les différentes communautés du quartier, ce qui donne des effets d'entraînement et de notoriété considérables et assez rapides."* Dans certains quartiers comme Matadi, Grand Trieux ou Providence, l'Espace citoyen soutient l'action des comités de quartier ou de groupes d'habitants. La présence de l'équipe de l'Espace citoyen est comme une caution. Elle rassure parce qu'elle accompagne et soutient une motivation souvent en dents de scie.

Dans cette même logique de renforcement des dynamiques, l'Espace citoyen a mis en place un Comité local d'aide aux projets (Clap). Un comité d'agrément composé d'habitants (50%) et d'acteurs locaux, au total 8

*Une bourse de maximum*

*2.500 euros*

personnes, reçoit et sélectionne les demandes de soutien aux projets

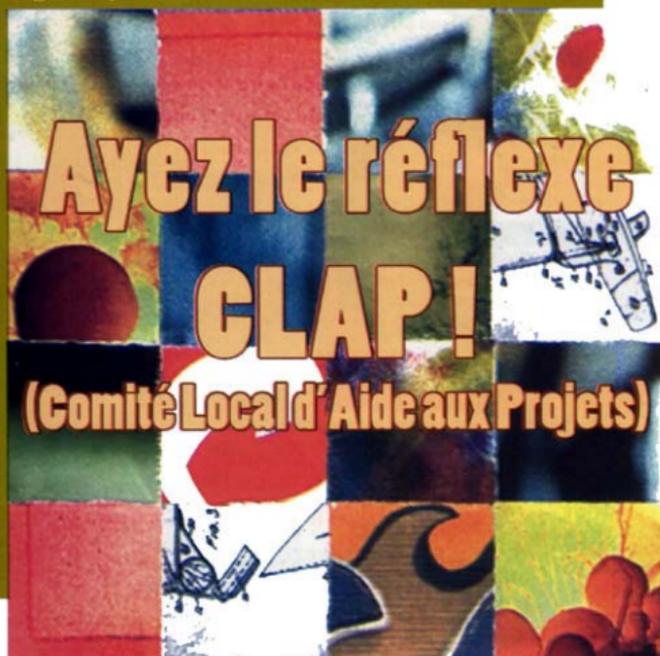
émanant de quiconque dans le quartier. Le soutien consiste en conseils, en logistique, etc., mais aussi éventuellement en une bourse de maximum 2.500 euros. Toutes sortes d'idées et de nouveautés apparaissent ainsi et quelques-unes reçoivent les moyens de se lancer. Le Clap, même s'il n'est pas comme tel un ressort pour la création de nouveaux services ou de nouveaux emplois, permet l'émergence d'idées qui peuvent éventuellement y conduire ...ou pas. Un atelier photo, un club de mini-foot (poussant comme des champignons dans la région de Dampremy), une soirée multiculturelle... sont autant de projets lauréats.

**Vous avez un projet  
social, culturel, sportif,...**

à Dampremy

à Marchienne

à Monceau



**Ayez le réflexe  
CLAP !  
(Comité Local d'Aide aux Projets)**

**Votre initiative sera soutenue et accompagnée**  
(aide au montage - financement - appui à la réalisation)

**Appelez-nous**

En exemple, les derniers projets qui ont reçu l'agrément du Clap entre janvier et octobre 2003.

« Bosphore Dampremy » : un groupe de jeunes a souhaité ouvrir son propre club de mini-foot, l'objectif étant d'apprendre à de plus petits enfants ce sport et de proposer plus tard, si bénéfiques il y a, de les redistribuer aux écoles primaires défavorisées afin d'acheter du matériel sportif. L'aide financière sollicitée leur a permis d'ouvrir leur club, de régler les frais d'affiliation à la Ligue et d'acquérir le matériel de base pour assurer la saison 2003/2004.

« Convivialité de Quartier » : un groupe d'habitants a constitué son comité de quartier avec l'appui d'un agent de développement de l'Espace citoyen. Leur volonté est de mettre sur pied plusieurs activités : journée sportive, brocante, fête de quartier, fête d'Halloween, Carnaval. L'aide financière sollicitée leur a permis de pouvoir initier ces activités et d'assurer en quelque sorte un fonds de roulement nécessaire à l'élaboration de leur programme 2003/2004.

« Tashunko Witko » : une habitante, aidée par ses amies, a voulu ouvrir un Club amérindien afin de sensibiliser les habitants au folklore, à l'artisanat et à l'histoire particulière de ce peuple au travers de différentes activités réparties sur 2003/2004.

« Marchiennes en ligne » : un élève de rhéto, passionné par l'informatique et plus particulièrement par Internet, a mis sur pied un site sur la commune avec une présentation des différentes activités et associations existantes sur la zone. L'accent a été mis en particulier sur l'expression des individus, avec la construction d'un forum et la possibilité à tout citoyen d'y ouvrir un compte e-mail gratuit. Un volet historique est également élaboré grâce à l'appui d'un historien. L'aide du Comité lui a permis d'acquérir un pc portable afin qu'il puisse se rendre sur le terrain et construire les articles en présence des personnes qui ne disposent pas d'un tel outil informatique.

Pour les promoteurs de ces micro-initiatives, le Clap est parfois la première occasion de formaliser une idée, de constituer un dossier, de budgétiser, de défendre face à un public leur projet. S'il est sérieux, le climat n'en est pas moins bienveillant évidemment. Les dossiers présentés

sont la plupart de temps bien ficelés. Ils ont bénéficié en aval d'un accompagnement spécifique parfois long et d'un soutien particulier. "Le plus difficile, explique Grégory Brenez en charge de la démarche à l'Espace citoyen, est

*de sensibiliser le public le plus précarisé. C'est un véritable défi que d'aboutir à ce que ce type de public formalise ses idées. Avant d'aboutir à un projet prêt à être monté, il y a un long chemin de parfois un ou deux ans. Mais, l'objectif n'est pas d'être un fonds de plus pour les associations déjà bien établies qui sont d'ailleurs des pros dans la rédaction de dossiers." À terme, le souhait est d'intégrer dans le comité d'agrément des anciens dépositaires de projets afin de créer une dynamique qu'il est nécessaire d'entretenir pour qu'elle ne s'essouffle pas.*

L'école des consommateurs est un des autres groupes que l'Espace citoyen suit actuellement sur les chemins de l'autonomie, après l'avoir initié. C'est au départ un projet de l'antenne sociale du CPAS de Charleroi qu'a repris l'Espace citoyen. L'antenne sociale, dans le cadre des missions de service de médiation de dettes, recevait des

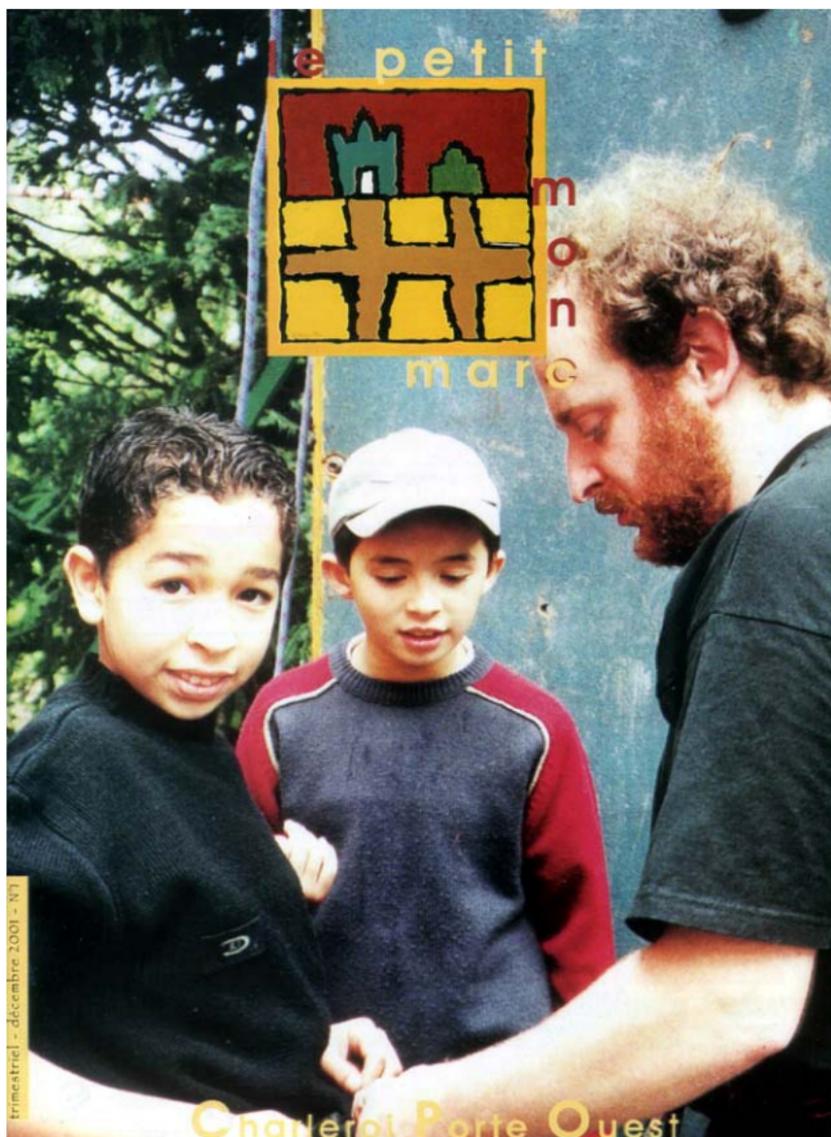
subventions pour développer une école des consommateurs, mais le taux de fréquentation en était très réduit, voir nul. L'Espace citoyen a redémarré le tout à zéro. Après une campagne d'informations mais surtout grâce au bouche à oreilles, une douzaine de personnes se retrouvent à l'Espace citoyen pour ces ateliers qui traitent de la prévention du surendettement, et ce depuis avril 2002. La participation aux ateliers est sans contraintes, sans obligation de présence, sans obligation de dévoiler sa situation financière. Ce sont donc des estimations qui permettent à l'animateur de spécifier qu'un tiers des participants sont des bénéficiaires d'une aide sociale et que la moitié vivent dans des conditions financières très difficiles. Le groupe est très hétéroclite, *"tous les types de personnes que l'on peut trouver dans la vie courante, à Marchienne évidemment"*, remarque Grégory Brenez de l'Espace citoyen. Comme pour d'autres projets de l'Espace citoyen donc, *"l'objectif, c'est que ces habitants deviennent acteurs de plus en plus autonomes des ateliers, poursuit-il. Il faut les épauler et veiller à ce que chacun ait sa place en évitant les phénomènes de leadership. Petit à petit le groupe s'auto-gèrera"*.

Concrètement, les ateliers peuvent être découpés en trois volets : les échanges permanents de savoirs entre participants, les informations plus ponctuelles sur une thématique comme l'utilisation rationnelle de l'énergie, comme l'impact de la publicité sur les achats..., et un troisième volet celui de l'accès aux loisirs. En effet, des activités "sortant de l'ordinaire" et plus ludiques sont préparées avec la participation du groupe en expliquant les consignes et les contraintes budgétaires et matérielles. Le Cyber espace, dans les bâtiments de l'Espace citoyen, constitue alors un lieu d'inspiration et d'information adéquat. Parmi les ateliers, certains ont été réalisés avec les enfants qui fréquentent la ludothèque, autre activité de l'Espace citoyen. Ces expériences ouvrent la voie d'une école des consommateurs spécifique aux enfants.

## Avec des tiroirs vides

"On travaille avec des tiroirs vides qui seront comblés par des activités et des projets construits par les acteurs locaux", résume Frédéric Abaïgar, coordinateur de l'Espace citoyen. L'évolution de l'Espace citoyen dépendra donc des demandes des habitants et des partenaires. Les projets fourmillent. À côté de ceux que nous avons décrit plus haut et choisi pour leur aspect exemplatif et novateur surtout, l'Espace citoyen regorge d'autres actions. Il a lancé une ludothèque. Il abrite une structure du type école de devoirs soutenue par des étudiants aidants et des enseignants complices. Il planche sur un projet d'accueil de la petite enfance. Un cyber centre y est ouvert et des formations y sont données. Un journal de quartier est réalisé par un groupe d'habitants. Des groupes de femmes se structurent...





L'aspect cloisonné de la présentation ne devrait pas occulter les croisements et les passerelles entre les différentes actions de l'Espace citoyen. Les lignes de projets se croisent perpétuellement. Les publics aussi, en fonction de leurs préoccupations, de leurs attentes ou pour participer à un projet commun. Derrière la multitude d'activités, une idée : *"C'est pour qu'il y ait un avenir au 'vivre ensemble', pour parvenir au 'faire ensemble' que l'Espace citoyen travaille", lit-on en introduction du rapport d'activités 2002. "Il s'agit avant tout d'un état d'esprit, d'une volonté, d'une nouvelle pratique civique qui se construit, qui veut in fine rendre à la citoyenneté tout son crédit. (Re)donner du sens, (re)tisser des liens entre Marchiennois et Moncellois".*

Une note de perspectives, bilan récent des activités du projet Porte Ouest rappelle ce principe de base qui guide l'action: *"Quel que soit l'objectif, quel que soit le problème à résoudre, quelles que soient les activités, une tâche essentielle de l'Espace citoyen est de relier les gens entre eux, faciliter ou créer des liens et de la circulation des informations, des idées, des personnes".* L'Espace citoyen se veut *"un facilitateur de réticulations, huile circulant dans et entre divers milieux, en s'y adaptant, en y portant des propositions."*

## Pour en savoir plus

### Contacts

M Espace citoyen Porte Ouest

Frédéric Abaïgar, coordinateurs

rue de la Providence 20

6030 Marchienne-au-Pont

Tél. : 071/50 04 23

Fax : 071/53 54 92

Courriel : <mailto:mespace.cit.po.01@skynet.be>

Site web : <http://corporate.skynet.be/espacecitoyen>

CPAS de Charleroi

Éric Dosimont, conseiller CPAS, responsable 'actions de quartier'

13, boulevard Joseph II

6000 Charleroi

Tél. : 071/23 30 28

## Bibliographie

Rapports d'activités 2001 et 2002

Note bilan pour 2003 : "Un espace citoyen pour vivre ensemble égaux mais différents", novembre 2003.

Rapports des mises au vert déc. 2002, mars 2003.

Note d'évaluation: "Evolution des dispositifs. Quelles étapes vers l'appropriation par les habitants des 'Espaces Citoyens'?", par le Cridis, octobre 2002.

"Actions de quartier". Brochure produite par le Cpas de Charleroi, 2001.

Programme politique des grandes villes. Projets déposés par le CPAS de Charleroi. Programme d'action 2003.

"Claude Jacquier sur Urbact: mieux comprendre les initiatives locales émergentes", in Alter Échos, n°148, p.22.

"Charleroi Porte Ouest: un espace citoyen approprié par les les écoles", in AÉduc, n°18, p.449.

"Charleroi: un travail interréseaux sur la mémoire collective rassemble huit écoles", in AÉduc, n°62, p.515

Vincent de Coorebyter, "La citoyenneté", Cahier du Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques), n°56,

Crédits photos et illustrations : © CPAS de Charleroi – Espace citoyen Porte Ouest. Utilisées avec autorisation

### **La lecture de ce Cahier vous donne envie de réagir?**

Labiso.be est un espace interactif. Sur le site Internet <http://www.labiso.be>, vous trouverez un forum qui vous permettra de déposer vos impressions de lecture. Réactions à chaud? Avis divergent sur une idée défendue par cette expérience? Projets semblables à mettre également en évidence? Liens à faire avec l'actualité? Témoignage? N'hésitez pas. Le micro vous est ouvert...

### **Laboratoire des innovations sociales**

Une collection de livres numériques pour échanger et pour innover. Les services d'aide aux personnes constituent une galaxie foisonnante, toujours en mouvement. De l'aide aux toxicomanes en passant par les services à domicile ou l'hébergement des personnes handicapées, un nombre impressionnant d'équipes de professionnels travaillent au quotidien et mobilisent une palette de méthodes éprouvées, et cherche aussi à mettre au point des innovations et à les perfectionner.

## **Dynamiser les échanges**

Les lieux de rencontre qui animent les différents secteurs de l'action sociale et de la santé en Wallonie sont eux aussi riches et nombreux, mais trop souvent dispersés... Sans parler des forums consacrés à ces matières de l'action sociale et sanitaire, qui commencent à faire florès sur Internet. Comment imaginer de nouveaux espaces d'échanges, complémentaires à ces journées d'études et autres carrefours?

Le livre numérique, l'eBook, est un nouveau support chaque jour plus utilisé. À la fois accessible et convivial, il permet au lecteur une approche de l'information à la fois sélective et approfondie, selon ses besoins. Décliné sous forme de collection thématique mensuelle, le livre numérique permet aussi d'envisager des échanges et de les rendre cumulatifs.

## **Soutenir les innovations**

Tel est l'outil que se propose de devenir le Laboratoire des innovations sociales, développé par AlteR&I et l'asbl Texto avec le soutien du ministre wallon de l'Action sociale et de la Santé. Il publie deux fois par mois une monographie consacrée à un service, et mise sur un

mode de rédaction professionnel, tout en gardant une place à ce que les équipes ont déjà produit elles-mêmes à propos de leur travail. Ou en laissant imaginer des formules d'écriture à plusieurs mains.

En somme, un outil vivant et original, au service de l'innovation sociale et de ceux qui la portent.

**Les cahiers du Laboratoire des innovations sociales sont publiés sur le site Internet**

<http://www.labiso.be>

**sur lequel on retrouvera toutes les informations relatives au projet, ainsi que des réactions à ce cahier. La collection est coordonnée par Thomas Lemaigre (AlteR&I). Ce cahier a été rédigé par Catherine Daloze (AlteR&I) sur la base de rencontres avec des membres de l'équipe de l'Espace citoyen Porte Ouest, Frédéric Abaïgar, Grégory Brenez, Éric Lacroix et Françoise Pochet. Il a été achevé le 1er décembre 2003.**

## Infos

### **Collection**

Laboratoire des innovations sociales

### **Rayon librairie**

Sciences sociales

### **Public cible**

Tout public

### **ISBN / ISSN**

2-87415-401-6

### **Plus d'infos sur cet ouvrage**

<http://www.labiso.be>

## Crédits

### **Édition électronique**

Luc Pire Electronique

2003

Liège

Langue française

Première version

### **Auteur couverture**

Olivier Evrard

### **Graphisme Couverture**

Olivier Evrard

### **Structuration numérique**

Cédric Xanthoulis

### **Copyright**

Tournesol Conseils

Ce livre électronique vous est offert par les Editions Luc Pire et le Laboratoire des Innovations sociales. Pour plus d'information sur le livre électronique, ou pour acquérir gratuitement d'autres ouvrages, n'hésitez pas à nous contacter ou à visiter notre site Internet.

## License

Par le téléchargement d'un livre électronique (eBook), Luc Pire Électronique et le Laboratoire des Innovations sociales consentent à l'utilisateur qui l'accepte une licence dans les présentes conditions :

La licence confère à l'utilisateur un droit d'usage privé non exclusif, sur le contenu du livre électronique. Elle comprend le droit de reproduire pour stockage aux fins de représentation et de reproduction, pour lecture, copie de sauvegarde ou tirage sur papier. Toute mise en réseau, toute rediffusion, sous forme partielle ou totale est autorisée, à la condition expresse de mentionner les références exactes du livre électronique original, à savoir son titre complet et l'adresse Internet du site <http://www.labiso.be>. En aucun cas cette rediffusion ou cette mise en réseau ne peut se faire en échange de paiement.

Ces droits sont conférés à l'utilisateur à titre gratuit.

La violation de ces dispositions impératives soumet le contrevenant, et toutes personnes responsables, aux peines pénales et civiles prévues par la loi.